



PRÉFET DE LA CÔTE D'OR

*Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne – Franche-Comté*

Unité Départementale de la Côte d'Or

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 12 DU 08 janvier 2019

METTANT LA SOCIÉTÉ EURO PIERRES ET MARBRES EN DEMEURE DE
NOTIFIER LA CESSATION D'ACTIVITÉ D'UNE CARRIÈRE ET DE
CONSTITUER DES GARANTIES FINANCIÈRES

Société EURO PIERRES ET MARBRES

Communes de COULMIER-LE-SEC et NESLE-ET-MASSOULT (21)

LE PRÉFET DE LA RÉGION BOURGOGNE FRANCHE COMTÉ
PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VISAS ET CONSIDÉRANTS

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-8, L. 511-1, R. 516-1 à R. 516-5 et R. 512-39-1 à R. 512-39-4 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 avril 2000 autorisant la SARL EURO PIERRES ET MARBRES à exploiter une carrière à ciel ouvert située à COULMIER-LE-SEC, au lieu-dit « Les Combes de Nesle » et à NESLE-ET-MASSOULT, au lieu-dit « Vau de Sommière » pour une durée de 15 ans ;

Vu le courriel du 13 mai 2015 adressé par l'inspection des installations classées à l'exploitant ;

Vu le courrier du 14 mai 2018 adressé par l'inspection des installations classées à l'exploitant ;

- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant le 20 novembre 2018 ;
- Vu** le projet d'arrêté porté le 03 décembre 2018 à la connaissance du demandeur ;
- Vu** l'absence d'observation présentée par l'exploitant ;

Considérant que la société EURO PIERRES ET MARBRES a été autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert située à Coulmier-le-Sec et à Nesle-et-Massoult ; que l'autorisation d'exploiter la carrière est échue depuis le 20 avril 2015 ;

Considérant que lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant doit notifier au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci ; que ce délai est porté à six mois dans le cas des carrières ; que la société EURO PIERRES ET MARBRES n'a pas notifié la cessation d'activité de la carrière dans les conditions fixées par l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement ;

Considérant que les garanties financières doivent être constituées pour une période minimale de deux ans et doivent être renouvelées au moins trois mois avant leur échéance ; que, lorsque le respect de la période minimale de deux ans amènerait à dépasser la durée de validité de l'autorisation d'exploiter, la période de validité des garanties financières peut être égale à la durée restant à courir de cette autorisation ;

Considérant toutefois que le préfet détermine la date à laquelle l'obligation de garanties financières peut être levée, lorsque le site a été remis en état ou lorsque l'activité a été arrêtée ; que la décision du préfet constatant qu'il n'y a plus lieu de maintenir les garanties financières est communiquée au garant ;

Considérant que les garanties financières sont destinées à assurer la remise en état du site dans les conditions fixées par l'article 25 de l'arrêté préfectoral du 20 avril 2000 susvisé et par l'article 12 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé ;

Considérant que lorsque le site a été remis en état ou lorsque l'activité a été arrêtée, le préfet détermine, dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du code de l'environnement, la date à laquelle peut être levée l'obligation de garanties financières ;

Considérant que le montant des garanties financières de remise en état de la carrière s'élève à trente mille soixante-neuf euros et quatre centimes (30 069,04 €) pour la période 10 ans à 15 ans ; que ce montant doit être actualisé en fonction de l'évolution de l'indice TP01 et selon la formule donnée par l'arrêté ministériel du 9 février 2004 susvisé ;

Considérant que le dernier acte de cautionnement solidaire pour la remise en état de la carrière dont l'administration dispose a été établi le 2 novembre 2011 par la société Banque Populaire Bourgogne-Franche-Comté et a expiré le 20 avril 2015 ; que les garanties financières prévues par l'article 8 de l'arrêté préfectoral du 20 avril 2000 susvisé ne sont plus constituées ;

Considérant qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables aux installations en vertu du code de l'environnement, le préfet met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'il détermine ; qu'il convient de mettre en demeure la société EURO PIERRES ET MARBRES de notifier la cessation d'activité des installations classées situées à Coulmier-le-Sec et à Nesle-et-Massoult et de reconstituer les garanties financières exigées en application de l'article L. 516-1 du code de l'environnement, dans les conditions fixées par l'arrêté préfectoral du 20 avril 2000 susvisé et par l'arrêté ministériel du 9 février 2004 susvisé ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Côte d'Or ;

ARRÊTÉ

Article 1^{er} : La société EURO PIERRES ET MARBRES (SIREN : 423 254 119), dont le siège social est situé route de Nesle à COULMIER-LE-SEC (21400) est mise en demeure, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté :

- de notifier la cessation d'activité de la carrière qui a été exploitée à Coulmier-le-Sec et à Nesle-et-Massoult, dans les conditions fixées par l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement ;
- de procéder au renouvellement des garanties financières prévues par l'article 8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 avril 2000 en tenant compte de l'évolution de l'indice TP01, dans les conditions fixées par l'arrêté ministériel du 9 février 2004 susvisé.

Article 2 : Faute pour la société EURO PIERRES ET MARBRES de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être, indépendamment des sanctions pénales encourues, fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon. Le délai de recours est de deux mois pour la société EURO PIERRES ET MARBRES et commence à courir du jour de la notification du présent arrêté.

Le recours peut être déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de la Côte d'Or et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société EURO PIERRES ET MARBRES par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée :

- aux maires de Coulmier-le-Sec et de Nesle-et-Massoult ;
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Unité départementale de la Côte d'Or).

Fait à DIJON, le **08 JAN. 2019**

LE PRÉFET
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Christophe MAROT

